

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

DEUXIÈME SESSION



Projet de loi n° 83

Loi visant à favoriser le civisme

Première lecture

PRÉSENTÉ

Par M. MARC-ANDRÉ BÉDARD

Ministre de la justice

CHARLES-HENRI DUBÉ, ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1977

Projet de loi n° 83

Loi visant à favoriser le civisme

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

Article premier

Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par:

a) «commission»: la Commission des accidents du travail de Québec établie en vertu de la Loi des accidents du travail (Statuts refondus, 1964, chapitre 159);

b) «Commission des affaires sociales»: la commission établie en vertu de la Loi de la Commission des affaires sociales (1974, chapitre 39);

c) «compensation»: les bénéfices prévus par les sections III, IV et V de la Loi des accidents du travail et, en cas de préjudice matériel subi par le sauveteur, une somme n'excédant pas mille dollars;

d) «dépendant»: le conjoint du sauveteur, une personne liée au sauveteur par le sang ou l'adoption, ainsi qu'une autre personne qui était à l'égard du sauveteur *in loco parentis* ou à l'égard de qui le sauveteur était *in loco parentis*, et dont le sauveteur, lors de son décès, assumait en tout ou en partie l'entretien à même ses revenus ou par son travail;

e) «préjudice»: un dommage à l'intégrité physique ou aux biens d'une personne;

f) «réclamant»: une personne qui formule une demande en vertu de l'article 3;

g) «sauveteur»: celui qui, bénévolement, porte secours s'il a un motif raisonnable de croire que la vie ou l'intégrité physique d'une personne est en danger.

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet a pour objet de permettre à une personne de recevoir des bénéfices analogues à ceux prévus par la Loi de l'indemnisation des victimes d'actes criminels lorsqu'elle subit un préjudice en portant secours si elle a un motif raisonnable de croire que la vie ou l'intégrité physique d'une personne est en danger.

L'article 1 établit certaines définitions.

Les articles 2 à 4, 8, 9, 11 à 14, 19, 20, 21, 22 à 24, 28 et 29 reprennent des principes analogues à ceux contenus dans la Loi de l'indemnisation des victimes d'actes criminels.

Les articles 5 à 7 attribuent à la Commission des accidents du travail des fonctions additionnelles à celles contenues dans sa loi constitutive et dans la Loi de l'indemnisation des victimes d'actes criminels.

L'article 11 ajoute à la signification du mot «conjoint».

Les articles 15 et 16 permettent à une personne de recevoir une récompense n'excédant pas \$5,000 ou des décorations et distinctions si elle accomplit un acte de civisme.

L'article 17 est de concordance.

L'article 18 permet à une personne, dont la demande formulée en vertu d'autres lois a été refusée par la commission, de se prévaloir de la présente loi sans qu'il soit nécessaire de présenter à nouveau une demande.

L'article 22 empêche une personne qui se porte sauveteur dans l'exercice de ses fonctions ou alors qu'elle est victime d'un acte criminel, de se prévaloir des bénéfices prévus par ce projet de loi.

L'article 25 est une disposition usuelle relative à la présentation du rapport annuel.

Les articles 26 et 27 modifient la Loi de l'indemnisation des victimes d'actes criminels.

Art. 2

Un sauveteur qui subit un préjudice ou, s'il en décède, un dépendant, peut obtenir une compensation de la commission.

La personne qui, sans être un dépendant, a acquitté les frais funéraires ou les frais de transport du cadavre du sauveteur, peut en obtenir le remboursement jusqu'à concurrence de six cents dollars pour les frais funéraires et de cent cinquante dollars pour le transport du cadavre.

Art. 3

Un sauveteur doit présenter à la commission une demande écrite dans l'année de la survenance du préjudice; dans le cas d'un dépendant, cette demande doit être présentée dans l'année du décès du sauveteur; dans le cas de la personne visée dans le deuxième alinéa de l'article 2, la demande doit être présentée dans l'année du paiement.

Le réclamant qui ne formule pas la demande dans le délai prescrit est réputé avoir renoncé à la compensation.

Art. 4

La commission doit aviser le procureur général d'une demande qu'elle reçoit en vertu de l'article 3.

Le procureur général comparaît devant la commission pour appuyer la demande ou, le cas échéant, pour la contester.

Art. 5

La commission fait enquête sur les faits et circonstances allégués par le réclamant ou dévoilés au cours de cette enquête.

Art. 6

Si la commission refuse au réclamant de faire ou de poursuivre une enquête ou de lui accorder une compensation, elle l'en avise, lui donne les motifs de sa décision et lui indique, s'il en est, les autres recours qu'il peut exercer.

Art. 7

La commission avise le procureur général de sa décision ou, en cas d'appel, de la décision de la Commission des affaires sociales.

Art. 8

Si la compensation ne peut être déterminée sur la base du salaire du sauveteur, la commission l'établit suivant la méthode la plus appropriée dans les circonstances.

Art. 9

Sur réception d'une demande, la commission, lorsqu'elle est d'avis qu'elle accordera probablement la compensation, peut, si le réclamant est dans le besoin, lui faire des paiements temporaires pour son entretien ou ses frais médicaux.

Si la commission refuse d'accorder la compensation, les sommes payées en vertu du présent article ne sont pas recouvrables.

Art. 10

La commission peut considérer comme conjoint du sauveteur une personne célibataire, divorcée ou dont le mariage a été annulé et qui, au moment de la survenance du dommage ou du décès, résidait avec ce dernier depuis trois ans et était représentée par celui-ci comme son conjoint.

Art. 11

Dès la production d'une demande, la commission est de plein droit subrogée aux droits du réclamant jusqu'à concurrence du montant qu'elle pourra être appelée à lui payer et elle peut, en son nom ou aux nom et lieu du réclamant, continuer ou exercer une poursuite civile.

Un montant ainsi recouvré est versé au fonds consolidé du revenu.

Art. 12

Le réclamant conserve son droit de recouvrer de la personne responsable du préjudice ou du décès, les montants requis pour équivaloir, avec la compensation, à la perte subie.

Art. 13

Lorsqu'une demande a été faite en vertu de la présente loi, les transactions qui peuvent intervenir entre les parties relative-

ment à une poursuite civile sont sans effet à moins qu'elles n'aient été ratifiées par la commission.

Art. 14

Si la somme adjugée et perçue à la suite d'une poursuite civile est inférieure à la compensation qui aurait pu être obtenue en vertu de la présente loi, il peut, pour la différence et malgré l'expiration du délai prévu par l'article 3, être adressé une demande à la commission dans l'année du jugement.

Art. 15

Le gouvernement, sur recommandation du ministre de la justice, peut, pour un acte de civisme, accorder à une personne une récompense n'excédant pas cinq mille dollars ou lui décerner des décorations et distinctions.

Art. 16

Pour l'application de l'article 15, le gouvernement peut adopter des règlements pour:

- a) déterminer les décorations et distinctions qui peuvent être décernées;
- b) déterminer les cas et la procédure d'attribution;
- c) prescrire la forme des décorations attachées aux distinctions; et
- d) établir un comité pour donner au ministre son avis sur l'attribution d'une récompense ou des décorations et distinctions, en déterminer la composition et les fonctions et en prévoir le mécanisme de nomination des membres.

Un règlement adopté en vertu du présent article entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à une date ultérieure qui y est fixée.

Art. 17

L'article 15 s'applique même si le sauveteur n'a subi aucun préjudice ou n'est pas admis à réclamer une compensation.

Art. 18

Une demande valablement formulée en vertu de la Loi des accidents du travail ou en vertu de la Loi de l'indemnisation des

victimes d'actes criminels (1971, chapitre 18) et refusée par la commission au motif qu'elle aurait dû être formulée en vertu de la présente loi est néanmoins réputée avoir été valablement formulée suivant celle-ci.

Art. 19

Une demande présentée selon la présente loi interrompt la prescription prévue par le Code civil jusqu'à la décision de la commission ou, en cas d'appel, de la Commission des affaires sociales.

Art. 20

Les dispositions de la Loi des accidents du travail non incompatibles avec la présente loi s'appliquent, en les adaptant.

Art. 21

Une compensation ne peut être accordée en vertu de la présente loi si le sauveteur a subi un préjudice ou est décédé dans des circonstances qui donnent ouverture à l'application de la Loi des accidents du travail ou de la Loi de l'indemnisation des victimes d'actes criminels.

Art. 22

Si le réclamant obtient, pour un cas donnant ouverture à la présente loi, une indemnité en vertu de l'article 49a de la Loi de la conservation de la faune (1969, chapitre 58), l'indemnité doit être déduite de la compensation.

Art. 23

[[Le ministre des finances rembourse à la commission, sur production d'un état, les dépenses encourues par elle pour l'administration de la présente loi.]]

Art. 24

[[Le ministre des finances peut, à la demande de la commission lorsque celle-ci le croit nécessaire en vue d'assurer le prompt paiement des compensations qu'elle décide d'accorder en vertu de la présente loi, faire de temps à autre à la commission des dépôts de deniers à même lesquels celle-ci paie les compensations.]]

Art. 25

La commission doit, au plus tard le 30 juin de chaque année, faire au ministre un rapport de ses activités de l'exercice précédent.

Le ministre dépose le rapport de la commission devant l'Assemblée nationale dans les trente jours qui suivent sa réception. S'il le reçoit alors que l'Assemblée nationale ne siège pas, il le dépose dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux, selon le cas.

Art. 26

L'article 10 de la Loi de l'indemnisation des victimes d'actes criminels (1971, chapitre 18) est remplacé par le suivant:

«**10.** La demande pour bénéficier des avantages de la présente loi, produite conformément à l'article 9, interrompt la prescription prévue au Code civil jusqu'au jour où la Commission, ou, selon le cas, la Commission des affaires sociales rend sa décision sur la demande.

Art. 27

Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 18*a*, du suivant:

«**18b.** Une demande valablement formulée en vertu de la Loi des accidents du travail ou en vertu de la Loi visant à favoriser le civisme (1977, chapitre *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi numéro 83*) et refusée par la Commission au motif qu'elle aurait dû être formulée en vertu de la présente loi est néanmoins réputée avoir été valablement formulée suivant celle-ci.»

Art. 28

[[Les sommes nécessaires à l'application de la présente loi sont prises à mêmes le fonds consolidé du revenu.]]

Art. 29

Le ministre de la justice est responsable de l'application de la présente loi.

Art. 30

La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.